

Casques bleus / abus sexuels : Gabon et Burundi promettent des sanctions

@rib News, 08/12/2016 – Source AFP Le Burundi et le Gabon ont promis jeudi des sanctions à l'encontre de leurs Casques bleus (respectivement 25 et 16) soupçonnés d'abus sexuels en Centrafrique par les Nations unies si les faits étaient confirmés. « S'il y a des cas avérés d'abus sexuels qui impliquent nos soldats, il n'y aura pas d'impunité, la justice va s'appliquer dans ces cas là », a déclaré à l'AFP le porte-parole adjoint de l'armée burundaise, le major Côme Ndayiragije.

« Une commission d'enquête a été mise sur pied pour analyser et vérifier le rapport des Nations unies », a-t-il expliqué. De son côté, le ministre gabonais de la Défense, Étienne Massard Kabinda, a assuré dans un communiqué que « des enquêtes adéquates sont menées pour faire la lumière sur cette affaire, et les personnes impliquées seront sanctionnées de façon appropriée ». Également secrétaire général de la présidence, le ministre demande le « respect de la présomption d'innocence ». Une enquête de l'ONU a permis d'identifier 41 Casques bleus gabonais ou burundais de la Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) soupçonnés d'avoir commis des agressions sexuelles dans la préfecture de Kemo (centre) en 2014 et 2015. Selon le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric lundi, l'enquête, qui a duré quatre mois en coopération avec des enquêteurs burundais et gabonais, a recueilli des preuves contre 16 Gabonais et 25 Burundais servant dans la Minusca. Le ministre gabonais de la Défense regrette que le rapport de l'ONU « fasse l'objet d'une exploitation médiatique qui confine à la malveillance ».